Le 22 mars, tous en grève et à la manifestation pour unifier nos luttes

En restant sourd aux revendications du monde du travail, le gouvernement avance à marche forcée afin de satisfaire la politique antisociale du MEDEF. Encore une fois, il cherche à empêcher le débat en agitant la menace des ordonnances en ce qui concerne la SNCF. Main dans la main, le gouvernement et les patrons toujours prompts à avoir recours, aux contractuel-les pour le premier, aux sous-traitants et intérimaires pour les autres, accélèrent la précarisation des salariés. Ils préparent la privatisation de nombreux services publics, ils sont prêts à abandonner et l'abandon des missions, renvoyant à chacun-e le soin de faire face à des besoins indispensables dans une logique libérale et individualiste qui met sur la touche les plus pauvres et les plus fragiles.

Le 15 mars, les retraité-es seront dans la rue pour leur pouvoir d'achat qui, à cause de la ponction supplémentaire de 1,7 points de CSG, va diminuer, le même jour, les personnels des EPHAD manifesteront pour l'emploi, leurs conditions de travail qui se dégradent considérablement et ont des répercussions désastreuses sur nos anciens.

Le 22 mars les agents des 3 versants de la Fonction Publique sont appelés à la grève pour le dégel du point d'indice, l'abrogation du jour de carence et contre la suppression de 120 000 postes. Ils défendront les services publics face aux coupes budgétaires de 60Mds d'euros et mire le projet CAP22. Les cheminot-es seront également dans la rue ce jour-là afin de s'opposer à la disparition de leur statut et contre l'ouverture à la concurrence ,pour construire un véritable service public ferroviaire. le 22 mars, les travailleur-ses de l'Énergie seront aussi en manifestation contre le Clean Energy Package qui tourne le dos au service public de long terme et à l' intérêt général. Les travailleur-ses doivent défendre leur emplois et leurs conditions mais aussi assurer un véritable service public à la population.

Avec la loi ORE et le plan étudiant, ce sont ainsi des milliers de jeunes bachelier-ères et étudiant-es en réorientation qui ont déjà dû s'inscrire sur Parcoursup et qui ont été confronté.e.s aux critères de sélection. Le gouvernement remet ainsi en cause le droit à l'éducation pour tou-te-s et l'égalité sur le territoire. Alors que le budget des universités est loin d'être suffisant pour combler les manques face à l'augmentation du nombre d'étudiant-e-s l'année dernière et anticiper l'augmentation en cette prochaine rentrée, les jeunes se mobilisent depuis plusieurs mois pour exiger le retrait de la loi qui vise à trier les lycéen-nes à l'entrée de l'université et pour un investissement massif dans le service public de l'enseignement supérieur.

Dans ce contexte, les Unions Régionales insistent sur la période inédite de répression du mouvement social. Elles sauront répondre ensemble à cette criminalisation de l'action syndicale.

Les unions régionales font le constat qu'il devient important de fédérer les luttes qui se mènent à l'heure actuelle, de lier et d'articuler les revendications sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail et ainsi poser la base d'un large mouvement interprofessionnel, d'organiser la convergence contre la politique du gouvernement. Des victoires peuvent être obtenues comme aux hôtels de Holiday Inn à Clichy, dans l'entreprise de nettoyage ONET de Saint-Denis après des semaines de grève, mais également dans les transports routiers, dans des établissements scolaires. Ces victoires nous montrent que la lutte peut réussir, qu'elle doit se poursuivre et que l'unité public/privé est à l'ordre du jour.

Face à l'offensive généralisée du gouvernement et du MEDEF, les Unions Régionales, CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF font leurs les revendications des cheminots et des fonctionnaires et appellent à la convergence des luttes:

- Pour la défense et développement des services publics répondant aux besoins des salariés, des retraités, des privés d'emplois, des populations.
- Pour le maintien des différents statuts garants des missions du service public.
- Pour le dégel du point d'indice dans la fonction publique et des augmentations générales des salaires, du SMIC et des minimas sociaux.
- Pour l'égalité salariale femmes/hommes
- Pour une protection sociale de haut niveau solidaire et intergénérationnelle.
- Pour le droit à la formation pour tous les jeunes : non à la sélection à l'entrée à l'université, et abandon de « parcours sup »
- La défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers

Les Unions régionales CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF invitent les salarié-es à soutenir activement les initiatives du 15 mars des retraités et des salariés des EPHAD, à se mobiliser par la grève et la manifestation, le 22 mars, avec les fonctionnaires, les cheminot-es, et les travailleur-ses de l'Énergie.

Paris, le 12 mars 2018